

## Communiqué de presse

Corruption: nouvelle comparaison internationale en matière de mise en œuvre de la Convention anticorruption de l'OCDE

### Toujours de gros chantiers pour la Suisse dans la lutte contre la corruption

**Berne, le 13 octobre 2020 – Si elle fait bonne figure dans la dernière comparaison entre pays que Transparency International a réalisée en matière de mise en œuvre de la Convention de l'OCDE contre la corruption, la Suisse continue toutefois à cumuler les gros chantiers en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent: la protection garantie par la loi aux lanceurs-euses d'alerte est insuffisante, le champ d'application de la loi anti-blanchiment d'argent trop restreint et la transparence en matière de décisions pénales insuffisante.**

La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales est en vigueur depuis plus de 20 ans. Dans son «Exporting Corruption Report 2020» publié ce jour, Transparency International compare le degré de mise en œuvre de la convention entre les pays et aboutit, comme il y a deux ans déjà, à un résultat décevant: le commerce mondial n'est pas libre de corruption, tant s'en faut!

La Suisse obtient un bon classement dans l'étude comparative: elle figure, avec trois autres pays, dans le petit groupe qui met activement en œuvre la convention. Cependant, elle a encore des devoirs importants à faire pour s'y conformer à tous les égards. En particulier, elle devrait veiller à:

- améliorer la protection que la loi confère aux lanceurs-euses d'alerte;
- étendre le champ d'application de la loi sur le blanchiment d'argent à certaines activités des avocats, en particulier la fondation et la gestion de sociétés de domicile;
- créer un registre public des ayants droit économiques des sociétés et des trusts; et
- instaurer davantage de transparence concernant les condamnations pour corruption.

Martin Hilti, directeur de Transparency International Suisse, déclare à ce propos :

*«La Suisse a toujours de gros chantiers en matière de lutte contre la corruption. Elle restera impliquée dans les grands scandales de corruption et de blanchiment d'argent tant qu'elle ne disposera pas de mécanismes efficaces pour mettre la corruption au jour et pour prévenir et réprimer systématiquement le blanchiment d'argent. Ces carences portent préjudice aux personnes les plus démunies, sont indignes d'un État de droit démocratique comme la Suisse et nuisent tant aux intérêts qu'à la réputation de notre pays.»*

La publication «Exporting Corruption Report 2020 – Assessing Enforcement of the OECD Anti-Bribery Convention» ainsi que l'évaluation de la Suisse (en anglais) peuvent être consultées à l'adresse [www.transparency.ch](http://www.transparency.ch).

#### Contact médias:

Martin Hilti, directeur  
Transparency International Suisse  
Tél.: +41 (0)31 382 35 50  
Courriel: [martin.hilti@transparency.ch](mailto:martin.hilti@transparency.ch)

###

Transparency International (TI) Suisse est la section suisse de Transparency International, la principale organisation non gouvernementale qui lutte contre la corruption dans le monde. TI Suisse combat la corruption en Suisse et dans les rapports commerciaux des entreprises suisses avec l'étranger. TI Suisse est active dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer, rédige des rapports et des instruments de travail, encourage l'échange au sein de certains groupes professionnels, collabore avec d'autres institutions et prend position sur l'actualité. [www.transparency.ch](http://www.transparency.ch)